

**PARLEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2015-2016

27 JUIN 2016

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'Accord économique et
commercial global (CETA) entre
l'Union européenne et le Canada et
ses conséquences pour la Région
de Bruxelles-Capitale**

(Doc. n° A-362/1 – 2015/2016)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative au projet de traité de libre-échange
entre l'Union européenne et le Canada,
l'Accord Economique et Commercial Global
(AECG/CETA)**

(Doc. n° A-150/1 – 2014/2015)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'accord économique et commercial
global entre l'Union européenne et le Canada
(CETA)**

(Doc. n° A-151/1 – 2014/2015)

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK
PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2015-2016

27 JUNI 2016

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het alomvattend economisch
en commercieel akkoord (CETA) tussen
de Europese Unie en Canada en de
gevolgen ervan voor het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest**

(Stuk nr. A-362/1 – 2015/2016)

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het ontwerp van
vrijhandelsverdrag tussen de Europese Unie
en Canada, het alomvattend economisch en
commercieel akkoord (CETA)**

(Stuk nr. A-150/1 – 2014/2015)

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het alomvattend economisch en
commercieel akkoord tussen
de Europese Unie en Canada (CETA)**

(Stuk nr. A-151/1 – 2014/2015)

RAPPORT

fait au nom de la commission
chargée des Questions européennes

par Mme Catherine MOUREAUX (F)

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
belast met de Europese Aangelegenheden

door mevrouw Catherine MOUREAUX (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : M. Philippe Close, Mme Catherine Moureaux, MM. Charles Picqué, Julien Uyttendaele, Armand De Decker, Emmanuel De Bock, Fabian Maingain, Benoît Cerexhe, Stefan Cornelis, Bruno De Lille.

Membres suppléants : MM. Serge de Patoul, Mme Zoé Genot, M. Jef Van Damme, Mme Annemie Maes.

Autres membres : MM. Paul Delva, Willem Draps, Mmes Mathilde El Bakri, Brigitte Grouwels, M. Zahoor Ellahi Manzoor.

Voir :

Documents du Parlement :

A-362/1 – 2015/2016 : Proposition de résolution.

A-150/1 – 2014/2015 : Proposition de résolution.

A-151/1 – 2014/2015 : Proposition de résolution.

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heer Philippe Close, mevr. Catherine Moureaux, de heren Charles Picqué, Julien Uyttendaele, Armand De Decker, Emmanuel De Bock, Fabian Maingain, Benoît Cerexhe, Stefan Cornelis, Bruno De Lille.

Plaatsvervangers : de heren Serge de Patoul, mevr. Zoé Genot, de heer Jef Van Damme, mevr. Annemie Maes.

Andere leden : de heren Paul Delva, Willem Draps, mevr. Mathilde El Bakri, mevr. Brigitte Grouwels, de heer Zahoor Ellahi Manzoor.

Zie :

Stukken van het Parlement :

A-362/1 – 2015/2016 : Voorstel van resolutie.

A-150/1 – 2014/2015 : Voorstel van resolutie.

A-151/1 – 2014/2015 : Voorstel van resolutie.

**I.1. Exposé introductif
de M. Philippe Close,
premier coauteur de la proposition
de résolution n° A-362/1 – 2015/2016**

M. Philippe Close rappelle combien les traités de libre-échange transatlantiques TTIP et CETA ne cessent d'agiter l'actualité parlementaire. Les pétitions et manifestations de la société civile se succèdent tandis que la Commission européenne n'en démord pas et use le peu de crédibilité qui lui reste pour voir aboutir ce projet dépassé avant même d'avoir été ratifié.

La résolution proposée aujourd'hui est le dernier signal en date à l'attention de la Commission pour que cessent cet aveuglement et cette folie. Le Président Jean-Claude Juncker a récemment frappé du poing sur la table en exigeant un renouvellement du soutien des États membres au TTIP et au CETA.

Par cette résolution, l'assemblée parlementaire de la capitale de l'Union européenne lui donne une réponse symbolique : une fin de non-recevoir civilisée et légale.

À maintes reprises, les députés ont fait valoir les faiblesses et les risques dont ces textes sont porteurs s'ils devaient entrer en vigueur.

L'ISDS – ayant subi un toilettage de circonstance et ayant été rebaptisé « *Investment Court System* » – est toujours là. Il ne s'agit pas seulement d'attaquer des politiques entières en matière de droits sociaux, de santé publique, de protection de l'environnement ou des droits des consommateurs avec potentiellement des indemnités extrêmement lourdes. Il s'agit de devoir faire face à un permanent chantage de la part des multinationales d'enclencher des arbitrages dès lors qu'elles trouvent que telle ou telle mesure va mettre en péril leurs intérêts.

Il est exact qu'il existe d'autres systèmes similaires dans des traités plus anciens. Ce n'est pas un bien pour autant. Ce système avait été initié pour protéger les entreprises investissant dans des pays au système judiciaire instable. Est-ce le cas du Canada ? D'autre part, nous nous trouvons dans le contexte d'accords de libre-échange de première génération qui portaient sur des diminutions de tarifs douaniers et avec une portée claire et délimitée : textiles, produits agricoles, produits sidérurgiques, etc. M. Philippe Close estime que nous pouvons faire confiance à notre justice nationale et internationale.

Un deuxième problème sont les listes négatives de matières que couvrent les traités au lieu des listes positives traditionnelles. On ne sait pas de quoi demain sera fait. Qu'est-ce qui relèvera de l'intérêt général et dans quelle mesure la puissance publique devra légiférer ou prendre

**I.1. Inleidende uiteenzetting
van de heer Philippe Close,
eerste mede-indiener van het voorstel
van resolutie nr. A-362/1 – 2015/2016**

De heer Philippe Close herinnert eraan hoezeer de trans-Atlantische vrijhandelsverdragen TTIP en CETA de parlementaire actualiteit voortdurend blijven beroeren. De petitie en betogingen van het middenveld volgen mekaar op, terwijl de Europese Commissie niet opgeeft en gebruikmaakt van de weinige geloofwaardigheid die haar blijft om dit project dat al voorbijgestreefd is voor het bekrachtigd werd tot een goed einde te brengen.

Voorgestelde resolutie is het recentste signaal aan de Commissie om deze verblinding en deze gekheid te doen ophouden. Voorzitter Jean-Claude Juncker heeft onlangs met de vuist op tafel geslagen en geëist dat de lidstaten hun steun aan het TTIP en aan het CETA zouden hernieuwen.

Met deze resolutie geeft de parlementaire assemblee van de hoofdstad van de Europese Unie hem een symbolisch antwoord : een beschaafde en legale afwijzing.

De volksvertegenwoordigers hebben herhaaldelijk gewezen op de zwakheden en de risico's van deze teksten indien zij van kracht zouden worden.

Het ISDS – dat voor de gelegenheid werd bijgewerkt en herdoopt werd tot « *Investment Court System* » – is nog altijd aanwezig. Het gaat niet enkel om een aanval op het gehele beleid inzake sociale rechten, volksgezondheid, milieubescherming of de consumentenrechten met potentieel uiterst zware vergoedingen. Het gaat erom het hoofd te moeten bieden aan een voortdurende chantage vanwege de multinationals om arbitrage in te stellen wanneer zij vinden dat deze of gene maatregel hun belangen in het gedrang brengt.

Het is juist dat andere gelijkaardige systemen bestaan in vroegere verdragen, maar daarom is dat nog geen goede zaak. Dit systeem werd op gang gebracht om de bedrijven die investeren in landen met een onstabiel gerechtelijk systeem te beschermen. Is dat het geval voor Canada ? Anderzijds bevonden wij ons in de context van vrijhandelsakkoorden van de eerste generatie, betreffende verlagingen van douanetarieven, met een duidelijke en beperkte draagwijdte : textiel, landbouwproducten, staalproducten, enz. De heer Philippe Close vindt dat wij vertrouwen mogen hebben in onze nationale en internationale justitie.

Een tweede probleem zijn de negatieve lijsten van aanlegenheden die gedekt worden door de verdragen, in plaats van de traditionele positieve lijsten. Men weet niet wat de toekomst zal brengen. Wat zal behoren tot het algemeen belang, en inzake welke aangelegenheid zal de over-

des régulations ? Ce sera par avance exclu vu que les listes négatives ne l'auront pas prévu.

Après des mois de discussions à l'occasion de textes soumis à l'assemblée ou d'interpellations, d'échanges d'idées et d'informations, M. Close pense qu'on peut jeter un regard avec un certain recul sur ces traités transatlantiques de libre-échange de deuxième génération.

La plus grande observation qui en ressort est que ces textes reflètent une volonté de toujours plus de croissance par la voie du commerce. Les tarifs douaniers ont été abaissés à un tel point qu'il n'y a plus de marge de progression possible.

Quelle idée propose-t-on pour répondre à cette limite ? Soumettre à la logique commerciale ce qui n'a jamais relevé du commerce. Des pans entiers de politiques publiques risquent d'être considérés comme relevant du commerce, soumis à la concurrence et soustraits à la puissance publique. Créer des conditions favorables à la pratique du commerce est un élément de l'intérêt public. Mais considérer que des politiques publiques d'intérêt général, s'inscrivant depuis toujours dans un équilibre global, relèveront à partir de demain de la volonté du secteur privé est inacceptable.

Cela ne signifie pas des sentiments anti-canadiens et contre le commerce. En effet, le groupe PS veut continuer à approfondir les relations avec le Canada et le Québec en particulier.

La crise financière et ses suites ont paradoxalement resserré ces liens. De nombreux jeunes Européens se sont lancés à la recherche d'emploi au Canada où ils ont trouvé leur place. Ce fut le cas de nombreux Bruxellois et Wallons. Aujourd'hui nous sortons lentement de cette crise. Elle aura permis à nos jeunes de découvrir un pays magnifique et d'y trouver leur bonheur, et au Canada de découvrir nos talents et d'en faire bénéficier sa propre économie. C'est là-dessus que nous devons travailler aujourd'hui. Les échanges d'étudiants entre l'Europe et le Canada peuvent être un succès comme l'est le programme Erasmus. Nous devons tendre vers une plus grande liberté de circulation des travailleurs entre l'Europe et le Canada qui y trouverait également son compte. Mais cela doit se faire en gardant en mémoire le bien-être des étudiants et des travailleurs. Nos hauts standards sociaux respectifs doivent être maintenus.

Le député est convaincu des apports favorables du commerce, mais la Commission européenne se trompe de direction avec ces traités de libre-échange. Il s'agit de cadeaux faits aux multinationales qui, même sans ces traités, s'implantent de part et d'autre de l'Atlantique et vendent leurs produits et services. Elles n'ont objectivement pas besoin de ces traités.

heid wetten of reguleringen moeten aannemen ? Dat zal bij voorbaat uitgesloten worden, aangezien het niet voorzien is in de negatieve lijsten.

Na maanden besprekingen ter gelegenheid van het voorleggen van teksten aan de assemblee, interpellaties, de uitwisseling van ideeën en informatie, denkt de heer Close dat deze trans-Atlantische vrijhandelsverdragen van de tweede generatie met enige afstand kunnen bekeken worden.

Daarbij blijkt in de eerste plaats dat deze teksten een wens weerspiegelen tot almaar meer groei via handel. De douanetarieven werden zodanig verlaagd dat er geen ruimte meer blijft voor een mogelijke vooruitgang.

Welk idee stelt men voor als antwoord op deze grens ? Aan de commerciële logica onderwerpen wat nooit deel heeft uitgemaakt van de handel. Ganse luiken van het overheidsbeleid dreigt beschouwd te worden als deel uitmakend van de handel, onderworpen aan concurrentie en onttrokken aan de macht van de overheid. Gunstige voorwaarden scheppen voor het drijven van handel behoort tot het openbaar belang. Maar beschouwen dat overheidsmaatregelen van algemeen belang, die sedert altijd deel uitmaken van een globaal evenwicht, vanaf morgen onder de macht van de privésector vallen, is onaanvaardbaar.

Dat betekent niet dat men gevoelens koestert tegen Canada en tegen de handel. De PS-fractie wil immers de betrekkingen met Canada en met name Quebec blijven verdiepen.

De financiële crisis en de gevolgen ervan hebben deze banden paradoxaal genoeg aangehaald. Vele jonge Europeanen zijn gestart werk te zoeken in Canada, waar zij een plaats hebben gevonden. Dat geldt voor vele Brusselaars en Walen. Thans geraken wij langzamerhand uit deze crisis, die onze jongeren de kans heeft geboden een prachtig land te ontdekken en er het geluk te vinden. Aan Canada heeft het de kans geboden onze talenten te ontdekken en in te zetten voor haar eigen economie. Daaraan moeten wij nu werken. De uitwisselingen van studenten tussen Europa en Canada kunnen een succesverhaal zijn, net als het Erasmusprogramma. Wij moeten streven naar meer vrij verkeer van de werknemers tussen Europa en Canada, dat daarbij ook baat zou hebben. Maar dat moet gebeuren met het welzijn van de studenten en de werknemers voor ogen. Onze respectieve hoge sociale standaarden moeten behouden blijven.

De volksvertegenwoordiger is overtuigd van de gunstige bijdragen van de handel, maar de Europese Commissie vergist zich van richting met deze vrijhandelsverdragen. Dit zijn cadeaus aan de multinationals, die zich zelfs zonder deze verdragen aan beide kanten van de Atlantische Oceaan vestigen en er hun producten en diensten verkopen. Zij hebben deze verdragen objectief gesproken niet nodig.

Les études montrent qu'en dépit des gigantesques concessions du public au profit du privé qu'opèrent ces traités, les perspectives de croissance sont ridiculement basses (+ 0,5 % de croissance avec le TTIP et + 0,03 % avec le CETA). C'est parce qu'on se trompe de public cible. Les PME sont le poumon de nos économies européennes, et non les multinationales. Pour les PME, ces accords n'apportent rien sinon une concurrence accrue avec les géants et des ennuis. D'ailleurs, l'Union des Classes Moyennes a tiré la sonnette d'alarme en la matière. Idem pour le Gouvernement luxembourgeois qui est libéral.

Pour l'heure, qui mène des politiques qui aident les PME à se développer par une projection de leur activité sur l'étranger ? Qui met à leur disposition les experts et conseillers pour qu'elles se lancent à l'étranger ? Qui leur octroie les aides financières nécessaires aux investissements à réaliser pour franchir le pas de la sortie des frontières nationales ? Sur qui les PME bruxelloises peuvent-elles compter et grâce à qui des succès comme l'installation dans des grandes villes comme Paris ou New York de PME comme le « Pain quotidien » ou « Exki » ont été possibles ? Les Régions.

Le Gouvernement a compris cet enjeu et l'a inscrit dans l'Accord de majorité et dans la Stratégie 2025. Pourquoi une telle faiblesse des politiques européennes ? Pourquoi la Commission européenne est-elle tant à l'écoute des grands groupes et jamais des PME ? La Commission européenne a-t-elle seulement étudié l'idée de réaliser des progrès économiques grâce à la projection des PME européennes à l'étranger ?

Nous voulons des échanges commerciaux où le commerce reste le commerce et non une voie de privatisation de l'intérêt général.

Le groupe PS veut un commerce international respectueux des droits fondamentaux des travailleurs tels qu'inscrits dans les conventions de l'OIT et leur permettant de vivre dignement des fruits de leur travail.

Les signataires veulent un commerce international qui ne contribue pas plus encore à la destruction de l'environnement et à l'accélération du réchauffement climatique.

Les signataires veulent un commerce international qui aide à la réalisation d'objectifs d'intérêt général en termes de bien-être et de l'égalité des travailleurs et des consommateurs.

Les signataires veulent un commerce international qui s'axe enfin sur les PME qui en ont grand besoin et non sur les grands groupes multinationaux.

Par cette résolution, les déposants manifestent à la Commission européenne et au Gouvernement fédéral leur détermination à rejeter le traité CETA tel que nous le connaissons aujourd'hui, demandent un soutien aussi large

Uit onderzoeken blijkt dat ondanks de gigantische tegemoetkomingen van de overheid aan de privésector die deze verdragen inhouden, de groeivoorzichten belachelijk laag zijn (+ 0,5 % groei met het TTIP en + 0,03 % met het CETA). Dat is omdat men zich vergist van doelpubliek. De KMO's, niet de multinationals, zijn de long van onze Europese economieën. Deze akkoorden brengen niets bij aan de KMO's, behalve meer concurrentie met reuzen én moeilijkheden. De « Union des Classes Moyennes » heeft trouwens ter zake aan de alarmbel getrokken, net als de Luxemburgse Regering, die liberaal is.

Wie voert thans een beleid dat de KMO's helpt zich te ontwikkelen door hun activiteit te doen uitstralen naar het buitenland ? Wie stelt hen experts en adviseurs ter beschikking om zich te lanceren in het buitenland ? Wie verleent hen de nodige financiële steun voor investeringen om de landsgrenzen te overschrijden ? Op wie kunnen de Brusselse KMO's rekenen en aan wie zijn successen zoals de vestiging in grote steden zoals Parijs of New York van KMO's zoals de « Pain quotidien » of « Exki » te danken ? De Gewesten.

De Regering heeft dat goed begrepen en heeft dat ingeschreven in het meerderheidsakkoord en de Strategie 2025. Waarom is het Europees beleid zo zwak ? Waarom legt de Europese Commissie haar oor te luisteren bij de grote groepen en nooit bij de KMO's ? Heeft de Europese Commissie al het idee bestudeerd om economische vooruitgang te boeken dankzij de promotie van de Europese KMO's in het buitenland ?

We willen handelsuitwisselingen waarbij handel handel blijft en niet een manier is om het algemeen belang te privatiseren.

De PS-fractie wenst internationale handel die de fundamentele rechten van de werknemers zoals bepaald in de verdragen van de IAO respecteert en hen in staat stelt om waardig te leven van de vruchten van hun arbeid.

De ondertekenaars willen een internationale handel die niet nog meer bijdraagt tot de vernietiging van het leefmilieu en de versnelling van de klimaatopwarming.

De ondertekenaars willen een internationale handel die bijdraagt tot de realisatie van doelstellingen van algemeen belang op het vlak van welzijn en gelijkheid van de werknemers en de consumenten.

De ondertekenaars willen een internationale handel die eindelijk gericht is op de KMO's, die daar een grote behoefte aan hebben, en niet op de grote multinationals.

Met deze resolutie wijzen de indieners de Europese Commissie en de federale Regering op hun vastberadenheid om het CETA zoals we het vandaag kennen te verworpen, vragen ze om zo breed mogelijke steun voor dit

que possible à cette initiative et veulent rejoindre ainsi les trois assemblées belges qui ont déjà marqué leur position.

**I.2. Exposé introductif
de Mme Mathilde El Bakri,
première coauteure de la proposition
de résolution n° A-150/1 – 2014/2015**

Mme Mathilde El Bakri explique que cette proposition de résolution a été déposée il y a un an. Une actualisation du contexte est nécessaire.

Il faut également signaler la fuite de 248 pages des documents servant de base à la 13^e session de négociation du TTIP. Ces documents contredisent les promesses effectuées par Mme Cecilia Malström.

Le Brexit nous prouve à quel point est le besoin de sortir de ce modèle de concurrence et de course à la compétitivité. Les citoyens européens souhaitent un modèle basé sur la solidarité et la coopération. Ce vote nous démontre à quel point l'Union européenne manque de transparence et de légitimité.

Les négociations qui ont entouré le CETA et qui entourent aujourd'hui le TTIP se déroulent dans le plus grand secret. Il n'y a pas de concertation. Les dirigeants européens sont sourds aux revendications.

Si nous ratifions le CETA, cela renforcera l'illégitimité dans laquelle l'Union européenne s'enfonce.

Le fait d'avoir cette discussion aujourd'hui illustre à quel point les mobilisations citoyennes prennent de l'ampleur.

La proposition de résolution a été déposée par le PTB pour trois raisons principales.

En premier lieu, le CETA est une répétition générale du TTIP. Ces traités de libre-échange sont le résultat de groupes de pression patronaux visant à contourner l'OMC et à contrer la concurrence des produits indiens, chinois ou brésiliens. Pour satisfaire les multinationales, la Commission européenne est prête à démanteler nos réglementations sociales et environnementales.

La conclusion du CETA aura pour conséquence de nous inciter à conclure le TTIP. Les clauses antidémocratiques se retrouveront dans les deux traités. La protection des travailleurs, la concertation sociale et les normes de l'OIT pourront ainsi être bafouées.

Deuxièmement, le CETA représente une attaque en règle contre la démocratie. Avec les clauses ISDS, le CETA

initiatief en scharen ze zich aldus achter de drie Belgische assemblees die hun standpunt al te kennen hebben gegeven.

**I.2. Inleidende uiteenzetting
van mevrouw Mathilde El Bakri,
eerste mede-indiener van het voorstel
van resolutie nr. A-150/1 – 2014/2015**

Mevrouw Mathilde El Bakri legt uit dat het voorstel van resolutie een jaar geleden werd ingediend. De tekst moet bijgewerkt worden.

Er moet eveneens op gewezen worden dat er 248 pagina's van de documenten die als basis voor de 13^e onderhandelingsronde over het TTIP dienden, zijn gelekt. Die documenten spreken de beloften van mevrouw Cecilia Malström tegen.

De Brexit toont ons hoezeer het nodig is om uit dat concurrentie- en competitiviteitsmodel te stappen. De Europese burgers wensen een model dat gebaseerd is op solidariteit en samenwerking. De stemming wijst ons erop in hoeverre de Europese Unie kampt met een gebrek aan transparantie en legitimiteit.

De voorbije onderhandelingen over het CETA en de huidige onderhandelingen over het TTIP verlopen in het allergrootste geheim. Er is geen overleg. De Europese leiders blijven doof voor de eisen.

Als we het CETA ratificeren, zal dat de illegitimiteit waarmee de Europese Unie kampt, alleen maar versterken.

Het feit dat men deze discussie vandaag voert, is een voorbeeld van de mate waarin de burgerbewegingen groeien.

Het voorstel van resolutie is door de PTB ingediend om drie hoofdredenen.

In de eerste plaats is het CETA nog een generale repetitie van het TTIP. Die vrijhandelsverdragen zijn het resultaat van pressiegroepen van de werkgevers om de WHO buitenspel te zetten en de concurrentie van Indische, Chinese of Braziliaanse producten tegen te gaan. Om de multinationals hun zin te geven, is de Europese Commissie bereid om onze sociale en milieuwetgeving te ontmantelen.

De ondertekening van het CETA zal als gevolg hebben dat wij ertoe aangespoord worden om het TTIP te ondertekenen. De antidemocratische bepalingen zullen in de twee verdragen staan. De bescherming van de werknemers, het sociaal overleg en de normen van de IAO kunnen op die manier met voeten getreden worden.

Ten tweede is het CETA een regelrechte aanval op de democratie. Met de ISDS-clausules geeft het CETA het recht

donne le droit aux multinationales d'attaquer devant un tribunal les États qui adoptent des lois allant à l'encontre de leurs intérêts. Malgré les quelques remaniements, le système ICS qui remplace le système ISDS dans le CETA est considérée par l'association des magistrats allemands comme un simple toilettage juridique qui sur le fond ne change rien.

En vertu du système ISDS ou ICS, les États n'auraient plus rien à dire au niveau de la réglementation qui régit les accords commerciaux dans leur propre pays, que cela soit au niveau environnemental, sanitaire et social.

Cet accord réduira aussi les services publics, puisqu'il est ouvert à des secteurs comme la distribution de l'eau, l'éducation, la santé, suivant la même logique que le TTIP. Il s'agit d'institutionnaliser les droits des investisseurs et d'interdire toute intervention des États dans un large éventail de secteurs.

Comme c'est l'essence même de ce traité qui doit être rejetée, la proposition de résolution demande au Gouvernement bruxellois de saisir le Gouvernement fédéral pour ne pas signer et ratifier le CETA, pour exiger qu'au niveau européen, le traité soit qualifié de traité mixte, pour refuser toute mise en œuvre provisoire du CETA et de ne pas octroyer de délégation au Gouvernement fédéral pour signer cet accord.

La députée estime que le texte déposé par le PS, DéFI, le cdH et la sp.a a le mérite d'ouvrir le débat. Le texte est pourtant incomplet sur l'absence de demande claire quant à la délégation de signature au gouvernement fédéral. De quoi les élus du PS, de DéFI et du cdH ont-ils peur ? Pourquoi ne pas maintenir la position adoptée par le Parlement wallon et le Parlement de la Communauté française ? Il doit s'agir de l'influence de l'open VLD et du CD&V.

Cette volte-face est inquiétante car il dévoile une faiblesse des signataires qui se laissent influencer par la droite. Lorsque l'on sait que les socialistes sont en coalition avec les conservateurs au niveau européen, il y a de quoi s'inquiéter.

Ces éléments l'ont poussée à déposer trois amendements.

Le premier amendement consiste à exiger, et non à plaider, au sein du Conseil européen, la qualification de traité mixte.

Le deuxième amendement remplace au 3^e point du dispositif les termes « dès lors » par les termes « vu que ». En effet, nous disposons aujourd'hui de suffisamment d'éléments pour constater que les risques évoqués sont bien existants.

aan de multinationals om de Staten die wetten aannemen die in strijd zijn met hun belangen, voor de rechtbank te slepen. Ondanks enkele aanpassingen wordt het systeem ICS dat het systeem ISDS in het CETA vervangt, door de vereniging van Duitse magistraten beschouwd als juridische opsmuk die ten gronde niets verandert.

Met het systeem ISDS of ICS zullen de Staten niets meer te zeggen hebben over de regelgeving voor de handelsakkoorden in eigen land, of het nu gaat om milieu, gezondheid of sociale aspecten.

Dit akkoord zal ook de overheidsdiensten terugschroeven, aangezien het opengesteld wordt voor sectoren zoals waterdistributie, onderwijs, gezondheid volgens eenzelfde logica als het TTIP. Het is de bedoeling om de rechten van investeerders te officialiseren en elke interventie van de Staten te verbieden in een ruim aantal sectoren.

Aangezien het de essentie zelf van dit verdrag is dat verworpen moet worden, verzoekt het voorstel van resolutie de Brusselse Regering om de federale regering te vragen om het CETA niet te ondertekenen en te ratificeren en er op Europees vlak voor te pleiten dat het verdrag beschouwd wordt als gemengd verdrag om elke voorlopige uitvoering van CETA te verwerpen en geen machtiging te geven aan de federale regering om dit akkoord te ondertekenen.

Het parlementslid meent dat de tekst van de PS, DéFI, de cdH en de sp.a de verdienste heeft het debat te openen. De tekst is nochtans onvolledig op het vlak van de duidelijke vraagstelling naar de delegatie van handtekening aan de federale regering. Waarvoor hebben de gekozenen van de PS, DéFI of de cdH schrik ? Waarom zich niet achter het standpunt van het Waals Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap scharen ? Hier speelt waarschijnlijk de invloed van Open Vld en CD&V.

Deze bocht is onrustwekkend omdat daaruit een zwakte van de ondertekenaars blijkt die plat op de buik gaan voor rechts. Als men weet dat de socialisten op Europees niveau een coalitie aangegaan zijn met de conservatieven, is er reden tot ongerustheid.

Deze argumenten hebben het parlementslid ertoe gebracht om drie amendementen in te dienen.

Het eerste amendement strekt ertoe om bij de Europese Raad de bestempeling als gemengd verdrag te eisen en er niet gewoon voor te pleiten.

Het tweede amendement strekt ertoe in het derde punt van het verzoekende gedeelte de woorden « als de voornoemde » te vervangen door de woorden « aangezien de voornoemde ». Vandaag beschikken wij immers over voldoende elementen om vast te stellen dat de aangehaalde risico's wel degelijk bestaan.

Enfin, le troisième amendement constitue un ajout au dispositif de la proposition de résolution. Il s'agit de ne pas accorder au Gouvernement fédéral les pleins pouvoirs pour la ratification du CETA entre l'Union européenne et le Canada.

Une majorité alternative est possible au sein de ce Parlement pour avoir le texte le plus conséquent possible.

I.3. Exposé introductif de Mme Zoé Genot, première coauteure de la proposition de résolution n° A-151/1 – 2014/2015

Mme Zoé Genot renvoie au texte déposé par son groupe en mai 2015 pour lancer à temps le débat au sein du Parlement bruxellois. Les principaux problèmes du CETA et du TTIP sont les suivants.

Le politique se dépossède de ses leviers. On le voit notamment dans les débats qui animent nos pays à la suite du Brexit. Il existe une grande méfiance par rapport au politique. Elle vient en partie de cette impression que le politique se dépossède peu à peu de ses leviers au profit des lobbies. Les traités proposés en sont l'exemple : toute une série de normes qui visent la protection du consommateur, des normes sociales, des normes environnementales, font place à la protection des investissements. Il faut coûte que coûte protéger le libre-échange qui est placé au-dessus de la volonté des législateurs.

Il convient pourtant que les législateurs restent à la manœuvre et qu'ils soient responsables devant leurs citoyens et n'acceptent pas eux-mêmes une confiscation du pouvoir. Ces grands accords ont des influences multiples dans des secteurs économiques dits purs, mais aussi sur les services publics pour lesquels les frontières demeurent floues (santé, enseignement, soutien aux aînés) où des entreprises pourront vite tirer la sonnette d'alarme pour contester des normes ou des aides publiques accusées de fausser le marché.

Se faire une opinion est ardu vu la grande opacité qui règne au niveau des négociations. Elle empêche de suivre au jour le jour la négociation des accords.

Le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États permettrait à ces premiers de s'adresser à des tribunaux privés lorsqu'ils s'estiment lésés. Ce mécanisme est inacceptable malgré les adaptations qui ont été faites.

Une autre difficulté est que l'on passe d'un système de liste positive à un système de liste négative. Tout est désormais ouvert au libre-échange. Ce qui en est exclu doit être mentionné explicitement dans des listes. C'est un ren-

Het derde amendement strekt er tot slot toe een element in te voegen in het verzoekend gedeelte van het voorstel. De federale regering mag geen volmachten krijgen voor de bekrachtiging van het CETA tussen de Europese Unie en Canada.

Een wisselmeerderheid is mogelijk in dit Parlement om een zo consequent mogelijke tekst op te stellen.

I.3. Inleidende uiteenzetting van mevrouw Zoé Genot, eerste mede-indiener van het voorstel van resolutie nr. A-151/1 – 2014/2015

Mevrouw Zoé Genot verwijst naar de tekst die haar fractie in mei 2015 heeft ingediend om het debat in het Brussels Parlement tijdig op gang te brengen. De grootste problemen van het CETA en het TTIP zijn de volgende.

De politiek geeft haar hefboomen uit handen. Dat stelt men onder meer vast in de debatten in onze landen na de Brexit. Er heerst een groot wantrouwen tegenover de politiek. Dat komt ten dele omdat men de indruk heeft dat de politiek geleidelijk al haar hefboomen uit handen geeft aan de lobby's. De voorgestelde verdragen zijn daarvan het voorbeeld : een hele reeks normen tot bescherming van de consument, sociale normen en milieunormen maken plaats voor de bescherming van de investeerders. Men moet de vrijhandel koste wat kost beschermen, want dat is belangrijker dan wat de wetgevers wensen.

De wetgevers moeten evenwel aan zet blijven en verantwoordelijk zijn voor hun burgers en zelf niet aanvaarden dat ze hun macht verliezen. Die grote akkoorden hebben op vele gebieden invloed in zogenaamde zuiver economische sectoren, maar ook op de openbare diensten waarvoor de grenzen vaag blijven (gezondheid, onderwijs, bijstand aan bejaarden) en waar bedrijven snel aan de alarmbel kunnen trekken om normen of overheidssteun die de markt zouden vervalsen, te betwisten.

Het is moeilijk om zich daarover een mening te vormen, omdat de onderhandelingen niet in alle openheid verlopen. Dat belet dat men de onderhandelingen over de akkoorden van dag tot dag kan volgen.

De regeling voor de beslechting van geschillen tussen investeerders en Staten zou het de eerstgenoemden mogelijk maken om zich te richten tot privérechtbanken wanneer ze zich benadeeld voelen. Die regeling is onaantvaardbaar, ondanks de aanpassingen die werden aangebracht.

Een ander probleem is dat men overgaat van een systeem met een positieve lijst naar een systeem met een negatieve lijst. Voortaan staat alles open voor vrijhandel. Wat ervan uitgesloten wordt, moet uitdrukkelijk worden vermeld in

versement de logique que l'oratrice juge inquiétant. Il est de nature à empêcher de rehausser les normes sociales ou environnementales.

Notre Parlement a eu un large débat sur le TTIP. À cette occasion, un texte a été adopté qui contenait un ensemble de balises. Le texte du CETA ne correspond pas à ces balises énoncées pour le TTIP. Les entreprises américaines pourraient d'ailleurs passer par cet accord avec le Canada puisqu'elles ont presque toutes des succursales dans ce pays.

Permettre le CETA, c'est permettre de contourner les balises prévues pour le TTIP. Le texte que propose le groupe Écolo demande au Gouvernement bruxellois de refuser la délégation de pouvoir au Gouvernement fédéral pour la signature du CETA. Ne pas le mentionner serait lui permettre de signer cet accord. *A posteriori*, il sera difficile de refuser alors la ratification. Il faut que le texte de l'accord soit donc fondamentalement revu.

II. Discussion générale conjointe

M. André du Bus de Warnaffe estime que le Brexit, nous force à examiner la situation du CETA sous un regard encore plus critique. Celui-ci illustre le fossé croissant entre une grande partie des citoyens et les élites de l'Union européenne.

Or, un des enjeux actuels du CETA tient dans la reconnaissance de son caractère mixte qui en permettrait une ratification par les parlements de chaque État membre.

Reconnaître aujourd'hui le caractère non mixte de ce traité renforcerait les eurosceptiques et donnerait raison à tous ceux qui pointent du doigt nos institutions européennes.

D'ailleurs, l'analyse juridique du CETA plaide aussi pour la mixité. Le champ des compétences du traité dépasse largement le champ des compétences dévolues pleinement à la Commission européenne. Il ne s'agit pas uniquement d'enjeux commerciaux, car ce traité porte aussi sur des enjeux sociaux, environnementaux et de santé, qui relèvent pleinement des compétences nationales ou régionales.

Le député comprend qu'il est difficile qu'un seul pays, voire une seule Région, bloque un tel traité. Dans ce cas-là, il fallait en discuter, ménager des espaces de négociations et assurer la transparence dès le départ.

Quant à la transparence, il règne encore une zone d'ombre sur les modalités de vote au Conseil européen. Comme le mandat de négociation du CETA a été voté à

lijsten. Dat is een omkering van de logica, die de spreekster verontrustend vindt. Dat kan verhinderen dat de sociale of milieunormen worden verstrengd.

Ons Parlement heeft een ruim debat over het TTIP gehouden. Bij die gelegenheid werd een tekst aangenomen die een aantal bakens uitzet. De tekst van het CETA komt niet overeen met de bakens die voor het TTIP zijn uitgezet. De Amerikaanse bedrijven kunnen trouwens gebruikmaken van dat akkoord met Canada, aangezien ze bijna allemaal filialen in dat land hebben.

Als men akkoord gaat met het CETA, staat men toe dat de bakens voor het TTIP worden omzeild. De tekst van de Ecolo-fractie vraagt de Brusselse Regering om aan de federale regering geen machtiging te verlenen om het CETA te ondertekenen. Als men dat niet vermeldt, zou men de federale regering toestaan om het akkoord te ondertekenen. Achteraf zou het dan moeilijk zijn om het niet te ratificeren. De tekst van het akkoord moet dus fundamenteel herzien worden.

II. Samengevoegde algemene bespreking

De heer André du Bus de Warnaffe meent dat de Brexit ons ertoe noopt de situatie van het CETA nog kritischer te bekijken. Daaruit blijkt een groeiende kloof tussen een groot deel van de burgers en de elite van de Europese Unie.

Een van de uitdagingen van het CETA bestaat vandaag in de erkenning van het gemengde karakter ervan, wat een bekrachtiging door de Parlementen van elke lidstaat mogelijk zou maken.

Als men vandaag het niet-gemengde karakter van het verdrag erkent, zouden de eurosceptici meer argumenten in handen krijgen en zou al wie onze Europese instellingen met de vinger wijst gelijk krijgen.

De juridische analyse van het CETA pleit trouwens ook voor de gemengdheid. Het bevoegdheidsveld van het verdrag overschrijdt ruim het bevoegdheidsveld van de Europese Commissie. Het gaat niet enkel om een commerciële inzet, omdat dit verdrag ook betrekking heeft op sociale, milieu en gezondheidsuitdagingen, die helemaal tot de bevoegdheid van de nationale of regionale overheid behoren.

Het parlamentslid begrijpt dat het moeilijk is dat een enkel land of zelfs een enkel Gewest een dergelijk verdrag blokkeert. In dit geval moest men de discussie voeren, ruimte voor onderhandelingen voorzien en zorgen voor transparantie van in het begin.

Wat de transparantie betreft, is er nog een schaduwzone voor de voorwaarden voor de stemming in de Europese Raad. Aangezien het onderhandelingsmandaat voor het

l'unanimité, il semblerait donc logique qu'au sein du même Conseil, le caractère mixte devrait également être voté à l'unanimité.

Un autre sujet d'inquiétude est celui de la jurisprudence que prendra le caractère non mixte du CETA à l'égard des traités qui vont suivre, comme le TTIP.

La Cour de Justice de l'Union européenne doit prendre une décision déterminante à l'égard du traité entre Singapour et l'UE. Cependant, elle a pris du retard et nous ne voyons toujours rien venir. Qu'en serait-il si le Conseil européen décidait du caractère non mixte du CETA tandis que la Cour de Justice de l'Union européenne déciderait du caractère mixte du traité avec Singapour ?

Comparer le CETA au TTIP demeure pertinent. La seule grande différence entre les deux traités tient dans le rapport de force qui préside entre les parties, mais les principes fondamentaux sont les mêmes.

Les tribunaux d'arbitrage sont un autre sujet qui fâche. La Cour de Justice de l'Union européenne doit statuer sur le caractère compatible des tribunaux d'arbitrage avec le droit européen.

En effet, le caractère prohibitif des coûts de ces tribunaux à l'égard des PME reste un problème fondamental car il met en péril le principe d'accessibilité de la justice. Sans parler des coûts que représenteront ces tribunaux pour chacun des États membres. En outre, il n'y a rien sur les procédures d'appel.

De surcroît, le principe de l'absence de liste positive risque de faire jurisprudence à l'égard du TTIP. Le pire serait d'aboutir à des listes hybrides. La confusion serait alors totale.

Ces traités (CETA, TTIP ...) répondent essentiellement à des logiques du passé. En vue de projeter la politique commerciale dans le XXI^e siècle, ces accords devraient concerner non seulement la libéralisation du commerce, mais également être un outil de promotion du développement durable et de normes sociales élevées.

Enfin, il serait utile de connaître la position du Gouvernement bruxellois en la matière et de connaître les instructions qui ont été données aux représentants de notre Région lors de ces négociations.

M. Armand De Decker indique que le CETA vise à accroître les flux commerciaux entre l'Union européenne et le Canada, tout en participant à la stratégie 2020 qui vise à stimuler la croissance grâce à la compétitivité extérieure et à la participation à des marchés ouverts dans le monde. S'il peut comprendre l'opposition d'Écolo et du PTB aux règles fondamentales de l'économie de marché qui régissent toute économie moderne, il déplore néanmoins l'attitude du Parti

CETA unaniem goedgekeurd is, zou het dus logisch zijn dat binnen dezelfde Raad ook unaniem de goedkeuring gegeven wordt voor het gemengde karakter.

Een ander zorgenkind is de jurisprudentie als gevolg van het niet-gemengde karakter van het CETA voor de verdragen die zullen volgen, zoals het TTIP.

Het Europese Hof van Justitie moet een allesbepalende beslissing nemen over het verdrag tussen Singapore en de EU. Er is echter vertraging opgelopen en er komt nog altijd niets aan. Wat zou er gebeuren als de Europese Raad zou beslissen dat het CETA een niet-gemengd karakter heeft terwijl het Europese Hof van Justitie zou beslissen dat het verdrag met Singapore een gemengd karakter heeft ?

Het CETA met het TTIP vergelijken blijft pertinent. Het enige grote verschil tussen de twee verdragen zit in de machtsverhouding tussen de partijen, maar de fundamentele principes blijven dezelfde.

De arbitrage-instanties zijn een andere bron van ergernis. Het Europees Hof van Justitie moet beslissen of de arbitrage-instanties compatibel zijn met het Europese recht.

Het ontradende karakter van de kosten voor deze instanties voor de KMO's blijft immers een fundamenteel probleem, omdat het principe van toegankelijkheid tot justitie in gevaar komt. En dan hebben we het nog niet over de kost van deze instanties voor elk van de lidstaten. Bovendien staat er niets in over de beroepsprocedures.

Bovendien riskeert het principe van gebrek aan een positieve lijst jurisprudentie te worden ten aanzien van het TTIP. Het ergste zou zijn dat men tot hybride lijsten komt. De verwarring zou dan totaal zijn.

Deze verdragen (CETA, TTIP ...) volgen voornamelijk een verouderde logica. Als men de stap wil zetten naar een handelsbeleid van de XXI^e eeuw, zouden deze akkoorden niet enkel betrekking moeten hebben op de vrijmaking van de handel, maar ook een instrument moeten worden ter bevordering van duurzame ontwikkeling en hoogstaande sociale normen.

Het zou tot slot nuttig zijn om het standpunt van de Brusselse Regering ter zake te kennen en te weten welke instructies gegeven werden aan de vertegenwoordigers van ons Gewest tijdens deze onderhandelingen.

De heer Armand De Decker zegt dat het CETA ertoe strekt de handelsstromen tussen de Europese Unie en Canada te bevorderen en deel te nemen aan de strategie 2020 die ertoe strekt de groei te stimuleren dankzij de externe competitiviteit en de aanwezigheid op open markten in de wereld. Hij kan de oppositie van Ecolo en PTB tegen de fundamentele regels van de markteconomie die aan de basis liggen van elke moderne economie, begrijpen,

socialiste. M. Paul Magnette invite les banques de la City de Londres à venir s'installer à Namur, tout en ayant sur le CETA le même discours qu'Écolo et le PTB.

Le député dit être frappé de la confusion dans ce débat entre le CETA et le TTIP.

Cessons la désinformation : l'article 1^{er}, § 3B, du CETA prévoit l'exclusion des services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental. La santé et l'éducation sont donc exclus.

Les clauses environnementales, sociales et de développement durable sont prévues par le CETA. Des garanties sont prises pour ne pas générer des bénéfices au détriment de la démocratie, des normes sociales et environnementales.

Un chapitre entier est consacré au commerce et au développement durable et le CETA contient des dispositions concernant l'adhésion aux normes et accords internationaux relatifs au droit du travail.

Tant le mandat et l'accord final mentionnent le droit de prendre des mesures visant à préserver la diversité culturelle. La possibilité de subventionner les activités culturelles n'est pas limitée.

À la lecture de ces arguments, on comprend mal l'attitude des partis qui soutiennent la proposition de résolution. Cette attitude est injurieuse vis-à-vis du Canada, un pays démocratique qui possède des standards environnementaux et sociaux très élevés. On assimile ce pays à l'image que certains ont ici des États-Unis d'Amérique, salués lorsqu'ils défendent l'Europe lorsqu'elle est envahie mais méprisés sur d'autres aspects, alors que certaines réglementations y sont plus strictes qu'en Europe.

Cette démarche fait passer les négociateurs européens pour des incapables, des traîtres et des lâches. Le mandat pour cette négociation a été donné en 2009, lorsque le PS était dans la majorité fédérale. Avoir sur les 28 États membres de l'Union européenne, la Belgique qui ferait capoter l'accord, serait dangereux car cela porterait atteinte aux intérêts supérieurs des travailleurs belges et canadiens.

Pour M. Armand De Decker, on ne peut espérer avoir des investissements tout en maintenant les conditions difficiles auxquelles ces derniers sont aujourd'hui soumis.

L'attitude des partisans de la proposition de résolution est antisociale car elle met à néant tous les efforts qui sont

mais betreurt wel het standpunt van de socialistische partij. De heer Paul Magnette nodigt de banken van de City van Londen uit om naar Namen te komen, maar voert over het CETA hetzelfde discours als Ecolo en de PTB.

De volksvertegenwoordiger zegt dat hij verstomd staat over de verwarring in dit debat tussen het CETA en het TTIP.

Laten we komaf maken met de desinformatie : artikel 1, § 3B, van het CETA voorziet in de uitsluiting van de diensten die worden verleend in de uitoefening van de overheidsbevoegdheid. Gezondheid en opvoeding worden dus uitgesloten.

Het CETA voorziet in milieu-, sociale en duurzameontwikkelingsclausules. Er zijn garanties om geen voordelen te creëren ten nadele van de democratie, de sociale en milieunormen.

Er wordt een volledig hoofdstuk besteed aan handel en duurzame ontwikkeling en het CETA bevat bepalingen betreffende het onderschrijven van de normen en internationale akkoorden inzake arbeidsrecht.

Zowel in het mandaat als in het finale akkoord is er sprake van het recht om maatregelen te treffen om de culturele diversiteit te vrijwaren. De mogelijkheid om culturele activiteiten te subsidiëren wordt niet beperkt.

Gelet op die argumenten, valt de houding van de partijen die het voorstel van resolutie steunen, moeilijk te begrijpen. Die houding is onrespectvol tegenover Canada, een democratisch land met zeer hoge milieu- en sociale normen. Men plakt op dat land het beeld dat sommigen hier hebben van de Verenigde Staten van Amerika, die geloofd worden wanneer ze Europa verdedigen wanneer het onder de voet wordt gelopen, maar ze misprijzen op andere vlakken, ofschoon sommige regelgevingen er strikter zijn dan in Europa.

Een en ander doet de Europese onderhandelaars overkomen als onbekwaam, verraders en lafaards. Het mandaat voor die onderhandeling is gegeven voor 2009, toen de PS in de federale meerderheid zat. Als België, van de 28 lidstaten van de Europese Unie, het akkoord de grond zou inboren, zou dat een gevaarlijke zaak zijn, aangezien dat de hogere belangen van de Belgische en Canadese werknemers zou ondermijnen.

Volgens de heer Armand De Decker, mag men niet hopen op investeringen als men de moeilijke voorwaarden waaraan die vandaag de dag moeten voldoen blijft behouden.

De houding van de voorstanders van het voorstel van resolutie is antisociaal omdat men alle inspanningen die

menés pour créer de l'emploi et de la richesse, et maintenir ainsi notre niveau de protection sociale.

Le Président précise que les Européens sont plus demandeurs de ce type d'accord que les Canadiens et les Américains, ce qui n'est guère réjouissant.

M. Jef Van Damme se réjouit de la proposition de résolution que son groupe a cosignée. Toutes les remarques de ses collègues portent essentiellement sur trois thèmes : la transparence et le contrôle démocratique, des questions concernant la plus-value de cet accord commercial et enfin, des craintes et des questions sur les aspects sociaux, les aspects environnementaux et la protection des consommateurs.

Le slogan du Brexit était « *take back control* ». Nombreux sont ceux à qui la manière dont l'Europe fonctionne aujourd'hui pose problème. On ne comprend pas comment l'Union européenne prend des décisions. On ignore quelles décisions l'Union européenne prend. Le sp.a regrette que la campagne pour le Brexit ait fini par l'emporter, mais il reconnaît que les nombreuses inquiétudes et questions sont à l'origine de ce succès. C'est un coup de semonce pour l'Europe, qui doit changer. Ce message semble ne pas être entendu. Un courrier du Gouvernement italien qui a fuit révèle que la Commission ne veut absolument pas que le CETA et le TTIP soient considérés comme des traités mixtes. C'est aussi ce qui ressort de la procédure de consultation des documents à la base du traité. Il y a donc bel et bien un sérieux problème de transparence. On a un sentiment de manque de contrôle démocratique. Cela suscite la méfiance. Ceux qui sont convaincus que ce traité apporte une plus-value importante doivent également accepter la transparence en la matière.

En outre la plus-value du traité fait largement débat aujourd'hui. Les pourcentages cités, même dans des études officielles, sont si infimes qu'on peut s'interroger sur leur plus-value économique. Du reste, il faut voir comment cette plus-value économique sera répartie. Souvent le libre-échange apporte une plus-value à un petit groupe de personnes. Une grande partie de la population régresse. Il est loin d'être certain que la croissance économique prévue profite à tout le monde. Certains y perdront même. Les chiffres absolus ne sont pas seulement très mauvais, en plus ils ne sont pas répartis équitablement.

Enfin, il y a de sérieuses indications que les normes de l'Union européenne en matière de protection de l'environnement, de développement durable, de protection sociale et de protection des consommateurs seront revues à la baisse sur certains plans. Cela vaut souvent pour les deux parties. Pour harmoniser des normes, on trouve en général un accord sur la norme la plus faible. Pour nous comme pour le Canada, de nombreuses normes seront en principe revues à la baisse. L'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale émet de nombreuses

worden gedaan om werkgelegenheid en rijkdom te creëren en aldus ons niveau van sociale bescherming te behouden, tenietdoet.

De voorzitter zegt dat de Europeanen meer vragende partij zijn voor dit soort akkoord dan de Canadezen en de Amerikanen, wat weinig verheugend is.

De heer Jef Van Damme is verheugd over het voorstel van resolutie dat zijn fractie mee heeft ondertekend. Alle opmerkingen die gemaakt worden door de collega's gaan essentieel over drie thema's : de transparantie en de democratische controle, vragen over de meeropbrengst van dit handelsakkoord en angst en vragen bij sociale aspecten, milieuaspecten, de consumentenbescherming.

De slogan van de Brexit was « *take back control* ». Veel mensen hebben problemen met de manier waarop Europa vandaag functioneert. Men begrijpt niet hoe de Europese Unie beslissingen neemt. Men weet niet welke beslissingen de Europese Unie neemt. Sp.a is niet verheugd dat de Brexit-campagne het uiteindelijk gehaald heeft maar erkent dat de vele zorgen en vragen er aan de oorsprong van liggen. Een « *wake-up call* » voor Europa dat het anders moet. Deze boodschap lijkt niet door te komen. Uit een gelekte brief van de Italiaanse Regering blijkt dat de commissie absoluut niet wil dat het CETA en het TTIP als gemengde verdragen worden beschouwd. Dit blijkt eveneens uit de procedure voor consultatie van de documenten die aan de basis liggen van het verdrag. Er bestaat dus wel degelijk een groot probleem rond transparantie. Men heeft de perceptie van het gebrek aan democratische controle. Dit wekt argwaan. Zij die ervan overtuigd zijn dat dit verdrag een grote meerwaarde betekent, moeten ook de transparantie hierrond aanvaarden.

Er is daarnaast een grote discussie gaande rond de meerwaarde van het verdrag. De percentages die zelfs in officiële studies worden aangehaald zijn zo miniem dat men vragen kan stellen bij de economische meerwaarde ervan. Daarnaast moet bekeken worden hoe deze economische meerwaarde zal verdeeld worden. Vaak leidt vrijhandel tot een meerwaarde voor een kleine groep mensen. Een groot deel van de bevolking gaat erop achteruit. Het is ook lang niet zeker dat de voorspelde economische groei iedereen ten goede zal komen. Sommigen zullen zelfs moeten inboeten. De absolute cijfers zijn niet alleen zeer slecht. Bovendien worden ze niet eerlijk verdeeld.

Er zijn tenslotte belangrijke indicaties dat de standaarden die de Europese Unie hanteert rond milieubescherming, rond duurzaamheid, rond de sociale bescherming, rond de consumentenbescherming op sommige vlakken erop achteruit zullen gaan. Dit geldt vaak langs beide kanten. Bij gelijkgeschakeling van normen vindt men meestal een akkoord over de laagste norm. Zowel voor ons als voor Canada, geldt het principe dat veel normen gemiddeld erop achteruit zullen gaan. Uit het advies van de Sociaal Economische Raad in Brussel blijken heel wat kritische

critiques. Par exemple, sur les soins de santé. Ce Conseil a aussi des inquiétudes concernant la transparence, la garantie des normes de qualité ainsi que le RDIE (ISDS) maintes fois évoqué, qui est à présent devenu un « SCI » (ICS). On crée une procédure distincte pour ceux qui en ont le moins besoin. Les multinationales ont pourtant des moyens importants, elles peuvent sans problème se permettre d'engager des avocats.

Les raisons de critiquer l'accord sont donc nombreuses. Ce qu'on doit avoir, c'est une discussion ouverte, menée aux quatre coins de l'Union européenne, du Canada et des États-Unis. Il est peut-être déjà tard pour avoir cette discussion, mais on doit veiller scrupuleusement à préserver notre mode de vie en dépit du libre-échange; ce dernier n'est pas mauvais par définition. Le sp.a n'est en effet pas par principe pour ou contre le libre-échange.

Mme Brigitte Grouwels fait remarquer qu'on parle ici du CETA, dont les négociations sont closes. Les négociations sur le TTIP sont toujours en cours. Il est regrettable que plusieurs collègues fassent un amalgame dans leurs exposés et leurs textes. Il est important de les distinguer.

Le 5 juillet, la Commission européenne donnera sa position sur le caractère mixte ou non de ce texte. Comme il l'a dit auparavant, le groupe CD&V est favorable à un accord mixte.

Après lecture de cette proposition de résolution, le groupe CD&V ne sait plus très bien comment il doit comprendre tout ça. Ce débat porte-t-il bien sur l'intérêt des habitants de la Région bruxelloise ? Certains partis s'opposent-ils ici au fédéral et tentent-ils de se positionner ?

En effet :

Le mandat pour mener ces négociations a été donné à un moment où les principaux partis auteurs de cette résolution de rejet étaient aux commandes aussi bien dans le gouvernement régional que fédéral. Lors des nombreuses réunions techniques de la DGE des Affaires étrangères, notre administration et les différents cabinets responsables étaient représentés et jamais on ne s'est opposé ou on n'a émis de critique sérieuse à l'égard du déroulement des négociations ou de leur résultat. Un membre francophone du gouvernement bruxellois a apparemment déclaré à la ministre canadienne Mme St-Pierre que « le gouvernement fédéral a été trop peu coopératif et transparent ». C'est inexact.

Après des années de discussions, les négociations et l'examen juridique de l'accord économique et commercial global (CETA en anglais) entre l'UE et le Canada se sont définitivement achevés. Le 29 février, le texte consolidé de cet accord a été rendu public. Ce n'est que depuis quelques semaines que dans la partie francophone du pays, quelques partis commencent à élever la voix à différents niveaux par-

noten. Dit geldt bijvoorbeeld voor de gezondheidszorg. Ook zij hebben bezorgdheden rond transparantie, het garanderen van kwaliteitsnormen alsook de vaak besproken « ISDS », dat nu een « ICS » is geworden. Men creëert een aparte rechtsgang voor zij die dit het minst nodig hebben. Multinationals hebben sowieso grote slagkracht en kunnen zich probleemloos advocaten veroorloven.

Er bestaan dus veel redenen om het akkoord te bekritisseren. Wat men moet willen is een open discussie die gedragen wordt in de hele Europese Unie, in Canada en in de Verenigde Staten. De discussie is misschien reeds nu laat-tijdig maar er moet nauw gelet worden op de instandhouding van onze manier van leven ondanks vrijhandel; deze is niet slecht per definitie. Sp.a is immers niet per definitie voor of tegen vrijhandel.

Mevrouw Brigitte Grouwels merkt op dat men hier over het CETA spreekt waarvoor de onderhandelingen werden afgerond. De onderhandelingen over de TTIP zijn nog steeds lopende. Het is spijtig dat verscheidene collega's in hun uiteenzettingen en in hun teksten hierover een amalgaam maken. Van belang is ze te onderscheiden.

Op 5 juli zal de Europese commissie haar visie geven op het al dan niet gemengde karakter van deze tekst. Zoals eerder vermeld, is ook de CD&V-fractie voorstander van een gemengd akkoord.

Na lezing van dit voorstel van resolutie weet de CD&V-fractie niet goed meer hoe zij alles moet begrijpen. Is dit debat wel gericht is op het belang van de inwoners van het Brussels Gewest ? Doen enkele partijen hier aan een federale oppositie en aan eigen profilering ?

Immers :

Het mandaat tot deze onderhandelingen werd gegeven terwijl de belangrijkste partijen die deze afwijzende resolutie indienden in zowel de regionale als federale regering verantwoordelijkheid droegen. Op de vele technische DGE vergaderingen op buitenlandse zaken, waren onze administratie en de diverse verantwoordelijke kabinetten vertegenwoordigd en werd nooit verzet of ernstige kritiek aangetekend tegen het verloop van de onderhandelingen, noch tegen het resultaat ervan. Een Franstalig lid van de Brusselse regering verklaarde blijkbaar aan de Canadese minister mevr. St-Pierre dat : « de federale regering onvoldoende coöperatief en transparant geweest is ». Dit is niet juist.

Na jarenlange besprekingen werden de onderhandelingen en het juridisch onderzoek over het uitgebreid economisch en handelsakkoord (CETA in het Engels) tussen de EU en Canada definitief afgesloten. Op 29 februari werd de geconsolideerde tekst van dit akkoord openbaar gemaakt. Pas sinds enkele weken beginnen enkele partijen zich in het Franstalige deel van het land op diverse parlementaire

lementaires et à s'opposer à une signature du texte négocié. Hélas c'est maintenant aussi le cas au Parlement bruxellois. Or, on sait bien ce que cette attitude entraînerait au niveau gouvernemental. Elle pourrait bloquer la signature du CETA par notre pays et, par là, la suite de la procédure de signature et de ratification au niveau européen.

Quelqu'un peut-il imaginer que la capitale de l'Europe elle-même refuse aux 27 autres États membres et à nos compatriotes flamands un accord commercial dont tous les membres du Conseil du commerce extérieur étaient d'accord pour dire que c'est un des meilleurs accords de négociation que l'UE ait jamais conclus ? Quelqu'un peut-il imaginer que le Canada accepte de rouvrir ces négociations pour nos beaux yeux ? Quelqu'un pense-t-il à l'effet de cette résolution sur nos relations avec le Canada et le Québec, jusqu'ici excellentes ? Faut-il toujours que Bruxelles copie ce que fait la Wallonie ?

Les Canadiens non plus ne comprennent plus rien. Pour eux, le CETA est un accord équilibré qui profitera aux deux partenaires.

Le groupe CD&V voit les faits suivants :

Premièrement, le Canada est un partenaire économique important, non seulement pour l'UE (l'UE est le 2^e partenaire commercial du Canada et le Canada est le 12^e partenaire commercial de l'UE) mais aussi pour la Belgique et la Région bruxelloise.

Deuxièmement, le CETA est un accord ambitieux et équilibré, dont de nombreuses dispositions faciliteront les échanges commerciaux et imprimeront un nouvel élan économique.

- En effet, le CETA offrira d'importants avantages aux consommateurs comme aux entreprises de l'UE en supprimant ou en diminuant les droits de douane sur toute une série de biens. Les exportateurs européens, au rang desquels de nombreuses PME, épargneraient ainsi un montant de droits de douane estimé à 470 millions d'euros sur des produits industriels, et environ 42 millions d'euros sur des produits agricoles, grâce notamment à la suppression progressive de tous les tarifs douaniers.
- Le CETA n'implique aucune modification des normes de production européennes, car les produits importés du Canada devront toujours satisfaire aux normes européennes.
- Les sociétés de services financiers ou de télécommunications accéderont librement au marché canadien, non seulement au niveau fédéral mais aussi, et ce pour la première fois, au niveau provincial.
- On fait un premier pas dans la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles pour certaines pro-

niveaus te roeren en zich te verzetten tegen een ondertekening van de onderhandelde tekst. Helaas nu ook in de Brussels Parlement. Goed wetende, wat het doortrekken van deze houding op regeeringsniveau zou betekenen. Het zou de ondertekening van CETA door ons land, en daarmee het verdere verloop van de ondertekening en de ratificatieprocedure op Europees niveau kunnen blokkeren.

Acht iemand het hier denkbaar dat uitgerekend de hoofdstad van Europa de 27 andere lidstaten en onze Vlaamse landgenoten een handelsakkoord zal ontzeggen, waarover alle leden van de Raad buitenlandse handel het eens waren dat het een van de beste onderhandelingsakkoorden ooit is die de EU heeft gesloten ? Acht iemand het denkbaar dat teneinde ons ter wille te zijn, Canada zal aanvaarden om deze onderhandelingen te heropenen ? Denkt er iemand na over het effect van deze resolutie op onze tot nog toe uitstekende relaties met Canada en Québec ? Moet wat Wallonië doet dan altijd in Brussel gekopieerd worden ?

Ook de Canadezen begrijpen het niet meer. Voor hen is het CETA een evenwichtig akkoord dat beide partners ten goede zal komen.

De CD&V fractie ziet volgende feiten :

Ten eerste is Canada een belangrijke economische partner, niet enkel voor de EU (de EU is de tweede handelspartner van Canada en Canada is de 12^e handelspartner van de EU) maar ook voor België en de Brusselse regio.

Ten tweede is het CETA een ambitieus en evenwichtig akkoord, dat veel bepalingen bevat die het handelsverkeer zullen vergemakkelijken en een nieuwe economische dynamiek zullen geven.

- Het CETA zal immers belangrijke voordelen bieden voor zowel consumenten als bedrijven in de EU door het afschaffen of verminderen van invoerrechten op een hele reeks goederen. Europese exporteurs waaronder vele kmo's, zouden daarbij van naar schatting van 470 miljoen euro invoerrechten op industriële producten bespaard blijven, en van zo'n 42 miljoen euro op landbouwproducten dankzij onder meer de geleidelijke afschaffing van alle douanetarieven.
- Het CETA houdt geen verandering in van de Europese productstandaarden, want ingevoerde producten uit Canada moeten blijven voldoen aan de Europese normen.
- Bedrijven die financiële of telecommunicatiediensten aanbieden krijgen vrije markttoegang, niet enkel op het federale Canadese niveau maar ook, en dit voor de eerste keer, op het provinciale niveau.
- Men neemt een eerste stap in het wederzijds erkennen van beroepskwalificaties voor bepaalde geregemen-

fessions réglementées telles que celles d'architecte, de comptable et d'ingénieur, et les entreprises peuvent plus facilement muter temporairement du personnel entre leurs implantations sises dans l'UE et au Canada. Les entreprises européennes pourront plus facilement offrir des services après-vente et envoyer techniciens et autres spécialistes à leurs clients et au Canada en vue, par exemple, d'une formation ou de réparations.

- Les entreprises européennes peuvent plus facilement faire offre pour des marchés publics canadiens, non seulement au niveau fédéral mais aussi au niveau provincial et local.
- Les droits d'auteur sont mieux protégés, etc.

Troisièmement, ce serait un coup très dur pour la crédibilité de notre pays, non seulement à l'égard de nos partenaires canadiens mais aussi européens, si les autorités belges bloquaient la signature et, ensuite, la ratification d'un accord qui répond au mandat de négociation que tous les États membres de l'UE, dont la Belgique et Bruxelles, ont donné à la Commission européenne en 2009.

En outre, l'accord commercial dépasse largement les relations et intérêts commerciaux. Il renforce également les relations avec un de nos plus anciens et plus fidèles alliés, avec lequel nous partageons des valeurs, des racines et des défis fondamentaux.

Le CD&V a également écouté les arguments des critiques issus de la société civile. Le CD&V aussi a du respect pour leur position à l'égard de la protection des investissements, selon eux superflue et préjudiciable, des clauses « développement durable » insuffisantes, du recours à une liste négative plutôt qu'à une liste positive énumérant les secteurs de services à libéraliser, et d'une faible protection des services publics.

Le CD&V estime toutefois que notre projet de société fondamental et nos normes ne sont pas en danger et que le CETA contribuera à notre prospérité.

Ce n'est pas un accord avec la Chine ou l'Arabie saoudite mais avec le Canada, un pays qui respecte une réglementation du travail, où il y a des syndicats libres, où le marché libre est soumis à une importante correction sociale, un pays social, un pays pour lequel le développement durable est important et vers lequel nous nous tournons volontiers pour l'échange de bonnes pratiques.

Le Canada et cet accord méritent que le CETA soit analysé et évalué sur la base de son contenu et de ses mérites. Aucun accord n'est parfait mais cet accord est une avancée majeure, équilibrée et d'un grand intérêt économique pour notre pays et notre Région, qui peuvent utiliser toute impulsion donnée à la croissance économique pour créer davan-

teerde beroepen zoals architecten, boekhouders en ingenieurs en het wordt eenvoudiger voor bedrijven om personeel tijdelijk te verschuiven van vestigingen binnen de EU en Canada. Europese bedrijven zullen vlotter diensten na verkoop kunnen aanbieden en technici en andere specialisten naar klanten en Canada zenden voor bijvoorbeeld opleiding en herstellingen.

- Het wordt eenvoudiger voor Europese bedrijven om te bieden voor overheidscontracten in Canada, niet enkel op federaal niveau maar ook op provinciaal en plaatselijk niveau.
- Auteursrechten worden beter beschermd, enz.

Ten derde zou het erg schadelijk zijn voor de geloofwaardigheid van ons land. Niet enkel ten aanzien van de Canadese, maar ook ten aanzien van onze Europese partners, wanneer de Belgische overheid de ondertekening en vervolgens de ratificering zou blokkeren van een akkoord dat beantwoordt aan het onderhandelingsmandaat dat in 2009 door alle EU-lidstaten, waaronder België en Brussel, aan de Europese commissie werd verleend.

Daarenboven gaat het handelsakkoord ver boven de commerciële relaties en belangen. Het versterkt eveneens de relaties met één van onze trouwste en oudste bondgenoten, met wie we fundamentele waarden, wortels en uitdagingen delen.

Ook CD&V heeft geluisterd naar de argumenten van de critici uit het middenveld. Ook zij hebben respect voor een standpunt met betrekking tot de voor hen onnodige en schadelijke investeringenbescherming, de onvoldoende duurzaamheidsclausules, de aanwending van een negatieve lijst in plaats van een positieve lijst die de te liberaliseren dienstensectoren opsomt en een zwakke bescherming van de publieke diensten.

CD&V is evenwel van mening dat ons fundamenteel maatschappelijk project en onze normen daardoor niet in het gedrang worden gebracht en dat het CETA zal bijdragen tot onze welvaart.

Dit is niet een akkoord met China of Saoedi-Arabië, maar met Canada; een land dat arbeidsregels respecteert, waar vrije vakbonden functioneren. waar de vrije markt een grote sociale correctie krijgt, een sociaal land, een land dat duurzame ontwikkeling belangrijk vindt en waar wij graag naar kijken om good practices mee uit te wisselen.

Canada en dit akkoord verdienen dat het CETA geanalyseerd en beoordeeld wordt op basis van de inhoud en verdiensten. Geen enkele akkoord is perfect, maar dit akkoord is een grote stap vooruit, evenwichtig en van groot economisch belang voor ons land en onze regio, die elke impuls tot economische groei kunnen gebruiken om meer

tage d'échanges commerciaux et d'emplois. Refuser cet accord, c'est jouer avec les emplois de milliers de personnes et priver d'espoir les nombreux jeunes de notre Région qui sont sans emploi et qui, grâce à la croissance que cet accord peut entraîner, pourraient se construire un avenir.

Le CD&V plaide donc pour que la Région de Bruxelles-Capitale ratifie elle aussi rapidement le CETA. C'est pourquoi l'oratrice espère qu'ensemble, nous adopterons une attitude positive.

C'est donc la raison pour laquelle le groupe CD&V votera contre la présente proposition de résolution.

M. Stefan Cornelis se rallie aux propos de l'intervenante précédente et de M. De Decker. Les arguments contre ce traité n'ont pas convaincu M. Cornelis.

La Commission européenne prévoit une croissance économique annuelle de 12.000.000.000 d'euros ces dix prochaines années grâce à la signature de cet accord. Les droits de douane pour l'importation de biens de l'UE et du Canada seront supprimés, soit quand le CETA entrera en vigueur soit dans un délai de trois ans et demi à sept ans pour presque tous les biens. Cela implique une augmentation de l'offre et une baisse des prix pour le consommateur. La réduction tarifaire et la suppression des droits de douane ne changeront rien aux règles et prescriptions auxquelles les produits concernés doivent satisfaire dans leurs marchés d'importation respectifs. Cela vaut pour les règles techniques, sanitaires, phytosanitaires, pour la sécurité et la protection du consommateur, de l'utilisateur ou de l'environnement, en ce compris les exigences de sécurité alimentaire et l'étiquetage.

Un non ou une abstention de l'État fédéral belge ou des entités fédérées serait un nouveau camouflet pour l'Union européenne. Actuellement, le Brexit met déjà à rude épreuve la légitimité de l'UE. L'échec d'un traité commercial affaiblirait encore davantage l'UE sur la scène mondiale. Nous devons donc garder la tête froide et avoir confiance dans les institutions européennes que la Belgique a contribué à créer.

Après le Brexit, la méfiance est grande. M. Cornelis invite tous les apprentis sorciers à cesser leur campagne de dénigrement populiste et poujadiste de l'UE et de tous les autres niveaux de pouvoir. Fin de la semaine dernière, on a pu voir quel chaos administratif et financier le Brexit entraîne. L'Open VLD votera donc contre les présentes résolutions.

M. Emmanuel De Bock signale que DéFI est cosignataire de ce texte, comme il l'a été pour le texte soumis au Parlement francophone bruxellois (PFB). Par contre, DéFI s'est abstenu sur le texte soumis au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (PFWB), en raison de quelques différences qu'il ne pouvait soutenir.

handel en meer tewerkstelling te kunnen realiseren. Wie dit akkoord afwijst, speelt met de jobs van duizenden en ontnemt de hoop van de vele jongeren die in onze regio werkloos zijn en die door de groei die dit akkoord kan veroorzaken een toekomst zouden kunnen opbouwen.

CD&V pleit er dus voor dat het CETA spoedig zou worden geratificeerd ook door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Daarom hoopt de spreekster samen nog tot een positieve houding te komen.

Dit is dan ook de reden waarom de CD&V fractie zal tegenstemmen tegen voorliggend voorstel van resolutie.

De heer Stefan Cornelis sluit zich aan bij voorgaande spreekster en bij de heer De Decker. De argumenten contra konden de heer Cornelis niet overtuigen.

De Europese Commissie voorspelt een jaarlijkse groei voor de economie door de ondertekening van dit akkoord van 12.000.000.000 euro voor de komende 10 jaar. De douanerechten voor de invoer van goederen uit de EU en Canada zullen geëlimineerd worden hetzij wanneer het CETA van kracht wordt hetzij binnen drieënhalve tot zeven jaar voor bijna alle goederen. Dit impliceert een groter aanbod en lagere prijzen voor de consument. De tariefverlaging en de eliminatie van douanetarieven zal geen afbreuk doen aan regels en voorschriften waaraan de betrokken producten moeten voldoen in hun respectieve importmarkten. Dit geldt voor de technische sanitaire, fytosanitaire regels, voor het veiligheid en de bescherming van de consument, de gebruiker of het milieu, met inbegrip van voedselveiligheidseisen en de etikettering.

Bij een neen of een onthouding van de Belgische federale Staat of van de deelstaten zou men opnieuw een kaakslag geven aan de EU. De legitimiteit van de EU staat momenteel al zwaar onder druk door de Brexit. Een mislukt handelsverdrag zou de EU op het wereldtoneel nog verder verzwakken. Men dient dus het hoofd koel te houden en vertrouwen te hebben in de Europese instellingen die België mee heeft helpen oprichten.

Na de Brexit is het wantrouwen groot. De heer Cornelis roept alle leerling-tovenaars op om op te houden met het populistisch en poujadistisch bashen van de EU en alle andere bevoegdheidsniveaus. Eind vorige week kon men zien welke bestuurlijke en financiële chaos de Brexit tot gevolg heeft. Open VLD zal de voorliggende resoluties dan ook verwerpen.

De heer Emmanuel De Bock zegt dat DéFI deze tekst medeondertekend heeft, net zoals het geval was voor de tekst die in het Parlement van de Franstalige Brusselaars (PFB) is voorgelegd. DéFI heeft zich onthouden over de tekst die voorgelegd werd in het Parlement van de Federatie Wallonië-Brussel (PFWB), wegens enkele verschillen die men niet kon onderschrijven.

Selon le commissaire, croissance sans conscience n'est que ruine sociale. Cette phrase illustre ce qu'il pense des traités de libre-échange qui doivent être un moment de vérité, d'équilibre et de respect entre nations contractantes.

Ni partisan d'un protectionnisme déguisé ou d'un libéralisme débridé, l'équilibre se situe entre les deux. Le CETA n'est pas le TTIP, et ce n'en est pas forcément le cheval de Troie. La question des balises est liée au mandat qui a été octroyé aux négociateurs en 2009. Mme Catherine Moureaux a bien expliqué au PFB et au PFWB à quel point la négociation était déséquilibrée, vu le nombre de clauses de réserve qui ont été intégrées des deux côtés. Il y en a d'ailleurs plus du côté canadien que du côté européen. Pourquoi n'avons-nous pas été aussi vigilants au niveau de l'Union européenne ?

Le délégué canadien aux négociations est venu expliquer son point de vue aux députés du PFWB, et pourquoi il considérait le CETA comme étant un bon accord. Le député salue cette démarche et aurait aimé également pouvoir interroger le négociateur européen.

Nous devons malheureusement tirer un constat d'échec en adoptant des balises seulement aujourd'hui, et cela en raison du manque de transparence au niveau des négociations antérieures. À l'inverse, le négociateur canadien s'est souvent rendu devant les assemblées canadiennes fédérales et provinciales. Cette méthode-là doit nous inspirer. L'orateur espère néanmoins que l'ensemble de l'accord ne sera pas écarté, car il contient des aspects positifs.

L'adoption d'une liste positive protège mieux que d'avoir une liste négative, même s'il ne faut pas en faire un *casus belli*. Il salue les avancées qui ont pu être engendrées pendant les négociations, comme sur la question des juridictions internationales. La pression populaire a fait bouger la Commission européenne. Ce type de résolution a donc son utilité.

Le député indique que la question des indemnisations a également évolué. Le dommage réel, et non virtuel, est désormais inclus dans l'accord.

La proposition de résolution reprend nos exigences, qui ne sont pas si élevées. Nous faisons aujourd'hui ce que l'État fédéral aurait dû faire en 2009 lorsqu'il a octroyé son mandat à la Commission européenne. Reste à voir ce que fera le Gouvernement fédéral de cette proposition de résolution.

Le Président indique que l'Europe et le Canada ne sont pas à la même distance des États-Unis en termes de relations économiques. Le traité ALÉNA régit les relations

Volgens het commissielid is gewetenloze groei niets anders dan sociale verwoesting. Die zin illustreert wat hij denkt van de verdragen inzake vrij verkeer, die een moment van waarheid, evenwicht en respect tussen de contracterende naties moeten zijn.

Vermomd protectionisme of ongebreideld liberalisme, het evenwicht ligt tussen de twee. Het CETA is niet het TTIP en is niet per se het paard van Troje. De kwestie van de targets heeft te maken met het mandaat dat is toegekend aan de onderhandelaars in 2009. Mevrouw Catherine Moureaux heeft het PFB en het PFWB goed uitgelegd in welke mate de onderhandelingen evenwichtig waren, gelet op het aantal voorbehoudsclausules die aan beide kanten zijn opgenomen. Er zijn er trouwens meer aan Canadese dan aan Europese kant. Waarom zijn we op Europees vlak niet even waakzaam geweest ?

De Canadese afgevaardigde bij de onderhandelingen is zijn standpunt komen uitleggen aan de volksvertegenwoordigers van het PFWB en heeft gezegd waarom hij het CETA een goed akkoord vond. De volksvertegenwoordiger juicht die stap toe en zou graag de Europese onderhandelaar eveneens kunnen ondervragen.

Wij moeten helaas vaststellen dat een en ander een mislukking is door slechts vandaag targets te onderschrijven, en dat wegens het gebrek aan transparantie in de loop van vorige onderhandelingen. Omgekeerd, heeft de Canadese onderhandelaar dikwijls rekenschap afgelegd voor de federale en provinciale assemblees. Die werkwijze moet ons inspireren. De spreker hoopt evenwel dat men het akkoord niet van tafel zal vegen, want het bevat niettemin positieve elementen.

De goedkeuring van een positieve lijst beschermt beter dan te werken met een negatieve lijst, al moeten we daar geen *casus belli* van maken. Hij looft de vooruitgang die geboekt is tijdens de onderhandelingen, zoals bijvoorbeeld de problematiek van de internationale rechtshoven. De druk vanuit de bevolking heeft de Europese Commissie wakker geschud. Dit soort van resolutie heeft dus wel degelijk zijn nut.

De volksvertegenwoordiger zegt dat er ook op het vlak van de schadeloosstellingen vooruitgang is geboekt. De werkelijke en niet de virtuele schade wordt voortaan opgenomen in het akkoord.

Het voorstel van resolutie neemt onze eisen over, en die zijn niet zo streng. Wij doen vandaag wat de federale Staat had moeten doen in 2009, toen hij de Europese Commissie een mandaat heeft gegeven. Wij zullen echter moeten afwachten wat de federale regering met dit voorstel van resolutie zal doen.

De Voorzitter zegt dat Europa en Canada niet op dezelfde afstand staan van de Verenigde Staten wat de economische betrekkingen betreft. Het ALÉNA-verdrag regelt de han-

commerciales en Amérique du Nord (Canada, États-Unis et Mexique) depuis 1994.

III. Discussion des considérants et du dispositif de la proposition de résolution n° A-362/1 – 2015/2016 et votes

Considérants

Les considérants ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les considérants sont adoptés par 9 voix contre 4 et 2 abstentions.

Dispositif

Mme Mathilde El Bakri présente les amendements n^{os} 1 à 3.

Mme Zoé Genot présente l'amendement n° 4.

Votes

Les amendements n^{os} 1 à 4 sont rejetés par 13 voix contre 1.

Le dispositif est adopté par 9 voix contre 4 et 2 abstentions.

Vote sur l'ensemble

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté par 9 voix contre 4 et 2 abstentions.

En conséquence, les propositions de résolution n^{os} A-150/1 – 2014/2015 et A-151/1 – 2014/2015 sont devenues sans objet.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse,

Catherine MOUREAUX

Le Président,

Charles PICQUÉ

delsbetrekkingen in Noord-Amerika (Canada, Verenigde Staten en Mexico) sedert 1994.

III. Bespreking van de consideransen en van het verzoekend gedeelte van het voorstel van resolutie nr. A-362/1 – 2015/2016 en stemmingen

Consideransen

De consideransen lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De consideransen worden aangenomen met 9 stemmen tegen 4, bij 2 onthoudingen.

Verzoekend gedeelte

Mevr. Mathilde El Bakri stelt amendementen nrs. 1 tot 3 voor.

Mevr. Zoé Genot stelt amendement nr. 4 voor.

Stemmingen

De amendementen nrs. 1 tot 4 worden verworpen met 13 stemmen tegen 1.

Het verzoekend gedeelte wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 4, bij 2 onthoudingen.

Stemming over het geheel

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel aangenomen met 9 stemmen tegen 4, bij 2 onthoudingen.

Bijgevolg zijn de voorstellen van resolutie nrs. A-150/1 – 2014/2015 en A-151/1 – 2014/2015 doelloos geworden.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Catherine MOUREAUX

De Voorzitter,

Charles PICQUÉ

IV. Amendements

N° 1 (de Mme Mathilde EL BAKRI)

*Dispositif***Remplacer le premier tiret, point 1 du dispositif, par ce qui suit :***« d'exiger au sein du Conseil pour que le CETA soit qualifié d'accord mixte, ce qui implique que les États membres doivent donner leur accord; ».*

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance

N° 2 (de Mme Mathilde EL BAKRI)

*Dispositif***Remplacer le point 3 du dispositif par ce qui suit :***« de communiquer au Gouvernement fédéral que, si le CETA entre l'Union européenne et le Canada est qualifié d'accord mixte, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale s'opposera à sa ratification vu que que les conditions susmentionnées ne sont pas rencontrées. ».*

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance

N° 3 (de Mme Mathilde EL BAKRI)

*Dispositif***Ajouter un point 4 au dispositif, rédigé comme suit :***« de ne pas accorder les pleins pouvoirs au Gouvernement fédéral pour la signature du CETA entre l'Union européenne et le Canada; ».*

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

IV. Amendementen

Nr. 1 (van mevr. Mathilde EL BAKRI)

*Verzoekend gedeelte***Het eerste streepje, punt 1 van het verzoekend gedeelte te vervangen als volgt :***« binnen de Raad te eisen dat het CETA bestempeld wordt als een gemengd akkoord, wat impliceert dat de lidstaten hun akkoord moeten geven; ».*

VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering worden gegeven.

Nr. 2 (van mevr. Mathilde EL BAKRI)

*Verzoekend gedeelte***Het punt 3 als volgt te wijzigen :***« de federale Regering mee te delen dat, indien het CETA tussen de Europese Unie en Canada als een gemengd akkoord bestempeld wordt, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement zich zal verzetten tegen de ratificatie ervan, aangezien de voornoemde voorwaarden niet vervuld zijn. ».*

VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering worden gegeven.

Nr. 3 (van mevr. Mathilde EL BAKRI)

*Verzoekend gedeelte***Een punt 4 toe te voegen, luidend als volgt :***« geen volmachten te geven aan de federale Regering voor de ondertekening van het CETA tussen de Europese Unie en Canada; ».*

VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering worden gegeven.

N° 4 (de Mme Zoé GENOT)

*Dispositif***Remplacer le point 3 du dispositif par ce qui suit :**

« 3. de ne pas accorder les plein pouvoir au Gouvernement fédéral pour la signature du CETA entre l'Union européenne et le Canada dès lors que les conditions susmentionnées ne sont pas rencontrées. ».

JUSTIFICATION

Le point 3 tel que proposé annonce que le Parlement s'opposera à la ratification *a posteriori*. Le point 3 que nous proposons est celui du PFF et demande un refus de plein pouvoir, démarche *a priori*.

Nr. 4 (van mevr. Zoé GENOT)

*Verzoekend gedeelte***Het punt 3 van het verzoekend gedeelte te vervangen door het volgende :**

« 3. de federale Regering geen volmachten te geven voor de ondertekening van het CETA tussen de Europese Unie en Canada, aangezien niet voldaan is aan voornoemde voorwaarden; ».

VERANTWOORDING

Het voorgestelde punt 3 kondigt aan dat het Parlement zich *a posteriori* zal verzetten tegen de ratificatie. Het punt 3 dat wij voorstellen, is dat van de PFF en vraagt een weigering van volmacht, een *a priori* stap.